

DÉCLARATION • 7 MAI 2019

LA RETRAITE SOLIDAIRE EST EN DANGER ET AVEC ELLE TOUTE LA SÉCURITÉ SOCIALE RESISTANCE !

Face à un soulèvement populaire des Gilets Jaunes qui ne cesse pas, confronté à un nombre grandissant de mouvements portant des revendications essentielles (urgence hospitalière, écologie, enseignement, emplois publics et industriels, pouvoir d'achat, droit des migrants...), Macron paraît à bout de souffle.

La seule politique derrière laquelle le gouvernement se retranche se résume à une répression dont la violence sans précédent depuis la guerre d'Algérie se prolonge par une justice d'abattage et une dérive flagrante hors d'un État de droit.

L'offensive contre la protection sociale hésite, mais ne se dément pas. Elle commence dès ce mois de mai. L'étape que veulent franchir pouvoir et patronat consiste à détruire la retraite solidaire, qu'ils ont minée par la politique réaffirmée du chômage de masse, et par des exonérations de cotisations opérées par les gouvernements successifs.

Si cette étape devait être franchie, c'est l'ensemble de l'édifice de la Sécurité sociale qui menace de disparaître.

L'argument développé contre la retraite solidaire vaut pour éradiquer l'ensemble système social. Il s'agit de réduire les prestations sociales afin qu'elles cèdent la place à la capitalisation privée, de faire dépendre le temps de cotisation de la valeur de points aléatoires, de diluer la notion d'âge de départ au nom de la liberté de choisir, alors que la plupart des salariés éligibles sont au chômage ou en situation précaire.

Toutes ces mesures frappées au coin du libéralisme le plus pur sont transposables au système de santé,

à l'hôpital, à la dépendance, aux accidents et arrêts de travail, à l'enfance. La « concertation », menée par un commissaire créé pour la mener, débouche cette semaine du 6 mai sur cette appréciation du représentant CGC, « *On n'est pas dans une négociation, il n'y a pas de compromis* ».

FO s'est retirée, refusant de « *signer un chèque en blanc* » à une concertation qui n'a même pas établi la valeur du point d'un système qui repose là-dessus.

Pour la CFDT, « *nous ne pouvons pas être d'accord avec l'instauration d'un âge pivot, avec un tour de passe-passe qui allongerait la durée de cotisations sans le dire dans un système de décote.* »

Info'Com-CGT regarde l'offensive contre la retraite solidaire comme une tentative de hold-up sur les 41 caisses des régimes particuliers, des fonds qui alimenteront les maigres mesures de réduction fiscale mises en scène par le président.

Info'Com-CGT considère que la tâche de tous les syndicats de la CGT, réunis en congrès confédéral à Dijon, consiste à lancer un mouvement le plus large possible de défense et de développement du système social solidaire, s'agissant de la retraite et de la santé.

Rien n'est plus urgent que cette orientation syndicale susceptible de rassembler et de redynamiser toutes les forces vives du syndicalisme.

Info'Com-CGT prend toutes dispositions pour emporter l'adhésion puis la mobilisation des salariés de ses bases syndicales sur sa conception et ses propositions en matière de sécurité sociale.